

L'énigme du capital et la crise actuelle¹

David Harvey

De nombreuses explications ont été données de la crise du capital qui a commencé en 2007. Mais il y manque quelque chose : une compréhension des « risques systémiques ». J'ai pris conscience de cela lors d'une visite de Sa Majesté la reine à la London School of Economics où elle demanda aux prestigieux économistes qu'elle y rencontra pourquoi ils n'avaient pas vu venir la crise. Interrogés par une monarque féodale et non par un simple mortel, les économistes se sentirent contraints de répondre. Après six mois de réflexion les gourous économiques de l'université britannique soumièrent leurs conclusions. On en retiendra que de nombreux économistes, intelligents et consciencieux, avaient travaillé dur à comprendre les processus microéconomiques. Mais, inexplicablement, ils étaient tous passés à côté du « risque systémique ». Un an plus tard, un ancien économiste en chef du Fonds monétaire international déclara : « Nous savons vaguement ce qu'est le risque systémique et quels facteurs pourraient y contribuer. Mais il serait exagéré de dire qu'il s'agit d'une science aboutie. » Dans un document officiel, le FMI décrivait l'étude du risque systémique comme en étant « à ses balbutiements ». Dans la théorie marxienne (par opposition à la myopie de la théorie néoclassique ou financière), le « risque systémique » trouve une expression dans les contradictions fondamentales de l'accumulation du capital. Le FMI pourrait s'épargner de nombreux problèmes en les étudiant. Comment, donc, pouvons-nous mettre à profit la théorisation de Marx des contradictions internes du capitalisme pour comprendre les racines de nos dilemmes contemporains ?

Telle est la tâche que je me suis fixée dans *L'énigme du capital et les crises du capitalisme*. Cependant, en l'écrivant, je me suis aperçu que les versions conventionnelles de la théorie marxienne de la formation des crises n'étaient pas adaptées et qu'il était nécessaire de reconsidérer les arguments concernant la formation des crises exposés dans *Le Capital* et, plus important encore, dans les *Grundrisse*. Dans ce dernier ouvrage, Marx affirme que la circulation et l'accumulation du capital ne peuvent souffrir de limites. Lorsqu'il rencontre des limites, le capital s'efforce de les transformer en barrières qui peuvent être dépassées ou contournées. Ceci concentre notre attention sur ces points dans la circulation du capital où des limites, des blocages et des barrières potentielles peuvent surgir, puisque ceux-ci peuvent produire des crises de types divers.

Le capital, insiste Marx, est un processus de circulation et non une chose. Il s'agit fondamentalement de mettre de l'argent en circulation afin de gagner plus d'argent encore. Il existe diverses façons de faire cela. Les financiers prêtent de l'argent contre des intérêts, les marchands achètent bon marché des produits qu'ils revendent plus chers et les rentiers achètent terres, ressources, brevets et autres, qu'ils cèdent ensuite à d'autres en échange d'un loyer. Même l'État capitaliste peut investir dans des infrastructures, à la recherche d'une meilleure assiette fiscale qui garantisse des revenus plus importants. Mais la principale forme de circulation du capital selon Marx était celle de la production du capital. Ce capital commence avec l'argent qui est utilisé pour acheter la force de travail et les moyens de production qui sont ensuite rassemblés dans un procès de travail, dans une forme technologique et organisationnelle donnée, qui aboutit à une nouvelle marchandise vendue sur le marché pour l'argent initial plus un profit.

Pour des raisons que j'aborderai plus tard, une part du profit doit être capitalisée et mise en circulation pour tenter d'augmenter le profit. Le capital est ainsi contraint à un taux de croissance annuelle. La quantité de biens et de services échangés sur le marché au niveau mondial (qui est aujourd'hui de l'ordre de \$ 55 trillions) a augmenté à un taux moyen d'environ 2,25 % depuis les années 1750. Dans certains lieux et à certaines époques, ce chiffre a été beaucoup plus important ; dans d'autres, beaucoup moins. Ceci correspond à la sagesse traditionnelle selon laquelle un taux de croissance de 3 % est le minimum acceptable qui permet à un capitalisme « sain » de fonctionner. De 2000 à 2008, le taux moyen de croissance sur le plan mondial était exactement de 3 % (avec de nombreuses variations locales). Un taux inférieur à 3 % est problématique et une croissance nulle ou négative définit une crise qui, si elle perdure, comme ce fut le cas dans les années 1930,

1. Texte présenté à l'American Sociological Association Meetings d'Atlanta, 16 août 2010.

devient une dépression. Le problème pour le capital est donc de trouver un moyen d'atteindre et de maintenir de manière permanente une croissance annuelle minimale de 3%.

Mais il y a de nombreux signes qui montrent que l'accumulation du capital a atteint un point historique d'inflexion : il devient de plus en plus problématique de maintenir un taux de croissance annuelle. En 1970, pour ce faire, il s'agissait de trouver, au niveau mondial, de nouvelles possibilités d'investissement rentables à hauteur de \$ 0,4 trillion. Aujourd'hui, retrouver un taux de croissance de 3% porterait ce chiffre à \$ 1,5 trillion. Si ce taux de croissance devait se maintenir jusqu'en 2030, ce chiffre atteindrait \$ 3 trillions. En termes concrets, lorsqu'en 1750 le capitalisme se résumait à ce qui se passait autour de Manchester, Birmingham et quelques autres hauts lieux de l'économie mondiale, un taux de croissance annuelle de 3% ne posait aucun problème. Aujourd'hui, il s'agit de la croissance résultant de tout ce qui se passe en Amérique du Nord, en Europe, en Asie orientale, en Amérique latine et, de plus en plus, en Asie du sud, au Moyen-Orient et en Afrique... Les implications sociales, politiques et environnementales sont tout simplement gargantuesques.

On notera que le terme clé ici est celui de possibilités d'investissements rentables et non d'investissements socialement nécessaires ou désirables. Où sont donc les limites potentielles à cette rentabilité ? Parce que le capital est un processus et pas une chose, la continuité du processus (ainsi que sa rapidité, sa mobilité et sa capacité d'adaptation géographique) devient un aspect crucial pour le maintien de la croissance. Tout ralentissement ou blocage de la circulation du capital produira une crise. Si notre sang s'arrête de circuler dans notre corps, nous mourons. Si la circulation de capital s'arrête, alors le corps politique de la société capitaliste meurt. Cette règle simple s'est trouvée illustrée de manière exemplaire dans la foulée des événements du 11 septembre. Les processus normaux de circulation furent stoppés net à New York et autour de la ville avec des implications importantes pour l'économie mondiale. Il ne fallut que cinq jours au maire de l'époque, John Guiliani, pour supplier tout le monde de sortir la carte de crédit et d'aller faire des courses, d'aller au restaurant et au spectacle (il y avait maintenant des places dans les théâtres de Broadway !). Peu de temps après, le président des États-Unis fit quelque chose qui était sans précédent : il apparut dans une publicité collective pour les compagnies aériennes, enjoignant à la population de recommencer à prendre l'avion. Lorsque les banques arrêtaient de prêter de l'argent et que le crédit fut gelé à la suite de l'effondrement de Lehman le 15 septembre 2008, la survie du capitalisme fut menacée et le pouvoir politique se donna beaucoup de mal pour desserrer l'étau. C'était une question de vie ou de mort pour le capital, tous les hommes de pouvoir le reconnaissaient.

Une étude de la circulation du capital révèle néanmoins une série de points de blocage potentiels, chacun d'entre eux pouvant entraîner une crise en gênant la circulation du capital. Nous allons maintenant les examiner les uns après les autres.

1) la constitution du capital initial

L'accumulation du capital suppose que des sommes suffisantes puissent être rassemblées au bon endroit, au bon moment et en quantité suffisante afin de mettre cet argent en circulation en tant que capital. Marx a traité cette question du capital initial principalement en termes d'accumulation primitive (le vol pur et simple d'argent au reste du monde). Ceci est inadéquat dans la mesure où, comme Saint Simon l'avait souligné plus tôt, l'association de multiples capitaux (accomplie via l'entreprise, les marchés boursiers, etc.) est nécessaire pour lancer des projets de grande ampleur tels que la construction de chemins de fer, de canaux, ou simplement des projets industriels d'envergure. Le rôle du système financier — qui intègre quasiment toujours les pouvoirs étatiques — est de regrouper la petite épargne et les surplus, et de redistribuer les sommes ainsi collectées sur une variété de projets potentiellement rentables. Les frères Pereire, par exemple, formés aux idées de Saint Simon, créèrent de nouvelles institutions de crédit afin de faciliter la reconstruction de Paris et ainsi d'absorber les surplus de capital et de main-d'œuvre résultant de la crise économique de 1848. Ils s'aperçurent rapidement qu'eux-mêmes n'avaient pas besoin de s'engager dans un procès de production : en empruntant à 3% et en prêtant à 5%, ils pouvaient faire des profits considérables. La création aux États-Unis d'un système financier moderne fondé sur le crédit date des années 1930 (lorsqu'un tiers du chômage pouvait être attribué à la dépression dans le secteur du bâtiment) ; cela jeta les bases pour le boom suburbain d'après-guerre qui a joué un rôle si essentiel pour éviter que les États-Unis ne sombrerent à nouveau dans la dépression.

L'innovation permanente dans le domaine financier a été un élément crucial dans la survie du capitalisme. Mais les capitalistes financiers exigent aussi leur part de la plus-value ainsi produite. Un pouvoir excessif au sein du système financier peut alors devenir en lui-même un problème, générant un conflit entre le capital financier et le capital industriel. De plus, les institutions financières ont toujours été intégrées à l'appareil

d'État pour former ce que j'appelle le « lien État-finance ». Ce dernier reste en général dans l'ombre sauf en temps de crise, comme cela a été le cas aux États-Unis à la suite de l'effondrement de Lehman : le ministre du budget (Henry Paulson) et le président de la Réserve fédérale (Ben Bernanke) prenaient toutes les décisions importantes (on voyait rarement le Président Bush). En Grande-Bretagne après la Première Guerre mondiale, le pouvoir étatique a favorisé la finance de la City de Londres au détriment du capital industriel, ce qui contribua au malaise de la production industrielle ; de la même manière, Wall Street s'est rendu complice de la désindustrialisation des États-Unis après le milieu des années 1970. Les crises ont fréquemment été concentrées dans le secteur financier et ont associé les pouvoirs étatiques soit parce que la finance est surréglementée ou pas assez innovante (produisant ce que l'on appelle la « répression financière », terme fréquemment utilisé dans les années 1970) ; soit parce qu'elle est trop puissante et trop incontrôlable pour le bien du système (comme on l'affirme souvent de nos jours).

À plusieurs reprises, Marx envisage, comme nous devons le faire également, la possibilité de crises financières ou monétaires autonomes, générées de l'intérieur du système financier et s'étendant au reste de l'économie. L'innovation financière est absolument fondamentale pour maintenir la croissance et le capital ne peut s'en passer. Mais cette innovation peut très facilement devenir incontrôlable, prendre un tour spéculatif dément ou simplement donner trop de pouvoirs aux financiers qui, souvent, ne prennent en compte que leurs propres intérêts plutôt que la stabilité du capitalisme. La déréglementation du système financier, considérée comme une étape nécessaire dans les années 1970 afin de surmonter l'obstacle de la répression financière, a joué un rôle crucial dans la crise cette fois. Mais pourquoi l'innovation et la déréglementation financières ont-elles été rendues nécessaires depuis les années 1970 ?

2) Le marché du travail

Quand la main-d'œuvre est rare ou trop bien organisée, cela peut faire obstacle à la libre circulation du capital. Les rémunérations s'élèvent au détriment des profits. La longue histoire des luttes pour l'obtention de meilleurs salaires, de meilleures conditions contractuelles de travail (longueur de la journée de travail, de la semaine de travail, de la vie de travail), de même que les luttes pour l'obtention de garanties sociales (le salaire social) témoignent de l'importance de cette limite potentielle à l'accumulation du capital. Cette limitation était très perceptible dans les zones clés du capitalisme vers la fin des années 1960 et le début des années 1970. C'était là le premier obstacle à abattre.

Les marchés du travail (toujours fragmentés sur le plan géographique) étaient généralement organisés sur une base nationale au cours de la période allant de 1945 à 1980 et se trouvaient protégées de la concurrence internationale par des contraintes qui pesaient sur la libre circulation du capital international. Les États-nations étaient en mesure de mettre en place leurs propres politiques fiscales et ces dernières pouvaient être politiquement influencées par les syndicats et les partis de gauche. Le salaire social commençait à augmenter au détriment du capital. La solution à ce problème se trouva en partie dans l'attaque menée avec succès (par Reagan, Thatcher et les dirigeants militaires en Amérique Latine) contre les syndicats et les organisations politiques. Mais l'autre angle d'attaque fut de mobiliser le surplus de main-d'œuvre dans le monde grâce à la délocalisation. Après l'effondrement du système financier instauré par Bretton-Woods vers le début des années 1970 et la dérégulation financière qui s'ensuivit, les contraintes qui pesaient sur la circulation du capital international furent allégées et le capital se mit à imposer une discipline plus stricte aux politiques fiscales des États-nations. Les États-providence furent affaiblis, les salaires disponibles stagnèrent ou baissèrent et la part salariale du PIB dans les pays de l'OCDE s'effondra. Le capital eut alors accès à une immense réserve de main-d'œuvre vivant dans des conditions marginales. Dès la moitié des années 1980, le problème de la main-d'œuvre (sur le marché du travail, dans l'atelier et sur le plan politique dans les pays où régnait la social-démocratie) avait disparu. La répression salariale se répandit presque partout. Notons bien, cependant, que le problème de la main-d'œuvre n'aurait pas été résolu sans la dérégulation financière et les innovations qui détruisirent les barrières douanières qui empêchaient la libre circulation du capital. Le problème de la main-d'œuvre fut résolu au prix de la possibilité de crises à l'intérieur même du système financier (et elles furent nombreuses à se succéder après 1975 environ). Mais qu'est-ce qui transforma la possibilité en certitude ?

3) La disponibilité des moyens de production et raretés naturelles

Plusieurs questions techniques se posent quant à l'accès à des moyens de production adéquats. Des goulets d'étranglement embouteillant l'approvisionnement peuvent facilement survenir, parfois pour des raisons systémiques que nous ne développerons pas ici. Mais cela est sous-tendu par la possibilité de limites

soi-disant « naturelles » à l'approvisionnement en matières premières et à la capacité de l'environnement à absorber les déchets. L'histoire du capitalisme ne manque pas de phases durant lesquelles on considère la « nature » comme une limite ultime à la croissance. Mais le scénario malthusien ne s'est jamais vraiment imposé aux esprits. Cette histoire est un très bon exemple de comment le capital, quand il rencontre des limites, fait preuve d'une immense ingénuité à les transformer en barrières qui peuvent être dépassées ou contournées (grâce, entre autres, à des changements technologiques qui permettent d'accéder à de nouvelles régions offrant des ressources). Le fait que le capital soit parvenu à faire cela par le passé ne veut, bien sûr, pas nécessairement dire qu'il est destiné à y parvenir à tout jamais. Cela n'implique pas non plus que les crises passées liées à de prétendues limites naturelles furent négociées en douceur et sans crises. Sommes-nous à un moment où ce qu'O'Connor nomme « la seconde contradiction du capitalisme » (la relation à la nature en opposition à la relation capital-main-d'œuvre que les marxistes ont tendance à privilégier) passe au premier plan comme l'obstacle principal à l'accumulation permanente ? Cela est sujet à débat.

Mais, si les financiers obtiennent parfois trop de pouvoir et génèrent une crise générale en servant leurs propres intérêts étriqués, il en va exactement de même pour les propriétaires fonciers et les rentiers comme on a pu le voir quand le cartel pétrolier, l'OPEP, jeta de l'essence sur le feu (paradoxalement en fermant les robinets!) lors de la crise des années 1970 ou quand les spéculateurs firent grimper les prix du pétrole et d'autres matières premières comme les céréales durant l'été 2008. Les manipulations excessives en matière de politique et de prix en ce qui concerne les marchés des matières premières, les droits sur la propriété intellectuelle et les loyers dans l'environnement construit peuvent menacer l'accumulation continue du capital. Quand le rentier en question se trouve être l'État (ce qui est souvent le cas quand il s'agit du pétrole), les conflits géopolitiques peuvent également générer des obstacles et imposer des limites à l'introduction de ressources soi-disant « naturelles » dans la circulation du capital. Je précise « soi-disant » car les ressources sont toujours des évaluations technologiques, culturelles et économiques et, dans le cadre de l'environnement construit – parfois nommé « seconde nature » – elles sont délibérément constituées en un nouveau domaine d'accumulation. Les pénuries qui menacent la croissance annuelle ont en grande partie des causes sociales.

L'importance et le pouvoir des classes rentières ont toujours été sous-estimés. Il est prouvé que, depuis la seconde moitié du dix-septième siècle, la haute société britannique (notamment l'aristocratie terrienne) a accumulé bien plus de richesses en loyers qu'en exploitant la main-d'œuvre industrielle à Manchester. Ainsi que nous l'avons vu, les rentiers accroissent leur pouvoir depuis quelque temps en investissant dans les marchés fonciers, dans l'acquisition de droits de propriété intellectuelle et de brevets, et dans la spéculation autour des marchés à terme. Il est également révélateur que, lors de cette crise, les grandes fortunes de même que les puissances étatiques (notamment les Chinois) acquièrent à tour de bras des terrains et des ressources en Amérique latine et en Afrique. Les terrains et les valeurs immobilières en combinaison avec le capital financier se trouvaient à l'épicentre de la crise actuelle et constituent encore obstacle potentiel dangereux à la relance de la croissance annuelle dans le long terme.

4) Structures technologiques et organisationnelles

La manière dont la main-d'œuvre et les moyens de production sont mis en rapport dépend des structures technologiques et organisationnelles dont disposent les capitalistes en un lieu et à un moment donnés. L'histoire du capitalisme a été profondément marquée par les moyens auxquels on a eu recours pour obtenir des gains en productivité. De nouvelles formes organisationnelles telles que les systèmes à flux tendu, la sous-traitance, le recours à la programmation optimisée et ainsi de suite s'avèrent tout aussi déterminantes que les nouvelles machines, la robotisation et l'automatisation pour l'augmentation de la productivité et l'imposition de la discipline à la main-d'œuvre sur les lieux de production. Il est important de noter deux idées générales. L'innovation excessive peut générer des crises en réduisant trop rapidement la main-d'œuvre ou en rendant obsolètes des systèmes de production bien avant que les investissements n'aient été amortis. D'autre part, l'innovation peut rester à la traîne quand « les lois coercitives de la concurrence » se relâchent à cause de la monopolisation. L'équilibre entre le monopole et la concurrence est ici crucial. La monopolisation et la centralisation excessives du capital peuvent mener à la stagnation (c'est ce qui se produisit durant la période de « stagflation » dans les années 1970) tandis que la concurrence peut s'avérer « ruineuse » pour de nombreux capitalistes quand elle se fait trop acharnée et à couteaux tirés (comme le révéla la désindustrialisation dans les années 1980).

Un régime de faible marge de profits apparut dans presque tous les domaines de production conventionnelle dans les années 1980 alors même que les salaires disponibles stagnaient. Quand le capital perdit

le contrôle des mouvements internationaux, le développement géographique inégal et la concurrence interterritoriale devinrent des éléments clés du développement capitaliste, sapant plus encore l'autonomie fiscale des États-nations. Cela marqua également les prémices d'un glissement du pouvoir vers l'Asie de l'est. Mais cela mena aussi le capital à investir de plus en plus dans le contrôle des biens – captant des loyers et des gains de capitaux – plutôt que dans la production. Les bulles spéculatives autour des biens qui apparurent dès les années 1980 furent le prix payé pour l'utilisation des lois coercitives de la concurrence mondiale comme force disciplinaire à l'égard du pouvoir des travailleurs et du pouvoir précédemment autonome des États-nations quant à leurs politiques fiscales et sociales.

La dérégulation et la montée en puissance de la forme la plus fluide et la plus mobile du capital – le capital monétaire – afin de redistribuer les ressources du capital à l'échelle globale (actuellement par le biais de marchés électroniques et d'un système bancaire « fantôme » non régulé) facilitèrent la désindustrialisation dans les zones industrielles traditionnelles. Le capital accéléra alors sa dépendance à l'égard de toute une variété de transferts spatiaux des risques de crise (« *spatial fixes*») afin d'absorber la suraccumulation du capital. Des investissements étrangers directs en cascade se répandirent à travers le monde modifiant fondamentalement la géographie de la production capitaliste, facilitant l'apparition de nouvelles formes (ultra-oppressives) d'industrialisation et d'exploitation de ressources naturelles et agricoles dans les pays émergents. Le glissement hégémonique de pouvoir économique vers l'Asie du sud-est, un glissement dont Giovanni Arrighi avait eu la prémonition depuis bien longtemps, devint de plus en plus évident.

Il s'ensuivit deux effets corollaires. L'un d'eux fut l'augmentation de la rentabilité de firmes financières liées au capital et la mise en place de nouveaux moyens de globaliser et soi-disant d'absorber les risques grâce à la création de marchés fictifs de capitaux (le ratio de solvabilité des banques américaines grimpa d'environ trois à trente). Les firmes non financières (comme les constructeurs automobiles) se mirent souvent à gagner plus d'argent grâce aux manipulations financières qu'en fabricant des biens. Le second effet fut une dépendance accrue à l'égard de « l'accumulation par la dépossession » comme moyen d'augmenter le pouvoir de classe capitaliste. Les nouveaux épisodes d'accumulation primitive au détriment des populations indigènes et paysannes (particulièrement en Asie et en Amérique Latine) furent accompagnés de pertes d'avantages pour les classes défavorisées dans les économies traditionnelles occidentales, ainsi qu'en attestent les pertes de pensions et de droits sociaux de même que, pour finir, les énormes pertes d'actifs dans le marché immobilier des *subprimes* aux États-Unis. L'intensification de la concurrence globale se traduisit en un abaissement des profits des firmes non financières.

5) Le procès de travail

Le procès de travail est là où le profit naît et où le capital est produit. Ce qui se passe à l'atelier, dans les champs ou sur les chantiers de construction est donc d'une importance cruciale. La discipline et la coopération du travailleur sont là essentielles à l'accumulation. L'indiscipline et le manque de coopération de la part de la main-d'œuvre représentent une menace perpétuelle qui doit être écartée soit par la cooptation et la persuasion (la création de cercles de qualité, la mobilisation de la loyauté à la firme et de la fierté de l'ouvrage) ou par la coercition (les menaces de perte de l'emploi ou, dans certains cas, la violence physique). Les actions des délégués syndicaux, les assemblées générales et toutes autres formes d'organisation de l'atelier renforcent les travailleurs tandis que les capitalistes doivent négocier ou se battre pour obtenir un tantinet de discipline de la part des travailleurs. Ici, dès qu'il est en mesure de le faire, le capital fait excellent usage des différences entre les sexes, les ethnies, les races et même les religions afin de diviser pour mieux régner au sein de l'atelier. Alors que ces différences ont, à l'évidence, déjà joué un rôle crucial sur le marché du travail aussi, c'est là, sur le lieu de production, qu'elles deviennent quintessentiels. Vers la fin des années soixante et pendant une bonne partie des années 1970, le problème de la discipline des travailleurs était une préoccupation majeure dans les zones industrielles traditionnelles du capitalisme. La délocalisation sous des cieux où les travailleurs sont plus dociles s'avéra utile au capital de même que la disponibilité de travailleurs immigrés sans papiers. Comme dans le cas des marchés du travail, l'équilibre des forces bascula sensiblement en faveur du capital et la résistance dans les ateliers s'effondra en grande partie dès les années 1980. Mais, comme l'affirment les marxistes *autonomistas*, la discipline des travailleurs ne peut jamais être totalement acquise. Cela demeure un élément potentiel de résistance révolutionnaire.

6) La demande et la demande effective

Le nouveau bien produit doit être vendu pour la somme investie plus un profit. Quelqu'un quelque part doit avoir besoin, manquer de ou désirer ce produit et avoir assez d'argent pour l'acheter. Le capitalisme est

porteur d'une histoire inouïe de production de nouveaux besoins, manques et désirs, en partie grâce à la production de nouveaux modes de vie (il suffit de voir ce qui est requis pour entretenir une maisonnée en banlieue) mais aussi grâce à un tir de barrage incessant de publicités et à d'autres moyens subliminaux de manipulation de la psyché humaine à des fins commerciales. Ces tentatives ne sont pas toutes couronnées de succès (l'histoire est jonchée de nouveaux produits qui n'ont jamais trouvé de marché) mais dans un monde où le consommateur représente plus des deux tiers de l'énergie requise pour l'accumulation du capital, tout au moins dans les zones industrielles traditionnelles d'accumulation du capital, les limites humaines des manques, des besoins et des désirs constituent un obstacle potentiel dont le capital doit s'occuper en permanence dans sa quête de croissance annuelle.

Mais l'autre problème à ce stade est de trouver des consommateurs qui ont les moyens de payer. L'augmentation de la croissance suppose qu'il y a plus d'argent disponible en fin de journée qu'il n'y en avait au début et la grande question est : d'où vient l'argent supplémentaire ? Il existe trois réponses de base. Premièrement, l'argent détenu par des factions non capitalistes peut être attiré dans le système. Les « réserves d'or » des classes féodales jouèrent un rôle très important dans les premières années du capitalisme. Siphonnée par l'usure ainsi que par d'autres formes d'endettement de même que par les pratiques de marketing ordinaires, cette source de demande effective a grandement diminué (bien qu'il soit possible que l'Église catholique doive fondre une grande partie de sa vaisselle d'or pour racheter les péchés de ses prêtres). La seconde possibilité, sur laquelle insistait Rosa Luxembourg, concernait les réserves d'or et d'argent de pays bien éloignés de l'orbite du développement capitaliste. Dans ce cas, l'impérialisme et le colonialisme jouèrent un rôle généralement violent dans l'ouverture de nouveaux marchés (par exemple les guerres de l'opium en Chine au dix-neuvième siècle) aspirant ainsi la richesse de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique et de l'Amérique Latine, des régions autrefois affluentes. Mais avec l'intégration d'un grand nombre de ces régions dans la pleine circulation du capital, ces formes de demande effective ne suffisent plus, désormais, à soutenir la croissance annuelle de l'accumulation du capital. La troisième possibilité est de faire surgir une demande effective depuis l'intérieur même de la dynamique capitaliste. La facture salariale totale est insuffisante et, de toute façon, est en chute avec le PIB depuis les trente dernières années. La consommation capitaliste, aussi ostentatoire qu'elle soit, ne suffit pas non plus. L'argent dépensé pour l'expansion de l'investissement de demain forme la demande effective pour éponger le produit élargi créé hier. La croissance de demain crée la demande effective pour le produit élargi d'hier. Le problème de la demande effective aujourd'hui se trouve ainsi converti en un problème de recherche de nouvelles occasions d'investissements rentables pour demain. On comprend dès lors pourquoi la croissance est si essentielle à la perpétuation du capitalisme.

Trois questions sont alors posées. D'abord, le décalage temporel entre le produit d'hier et le réinvestissement de demain doit être comblé et ceci implique une utilisation de l'argent comme monnaie de compte. Les capitalistes de la finance refont leur entrée comme acteurs centraux intervenant non seulement au début de la séquence de circulation du capital mais aussi à la fin. Par exemple, les financiers prêtent aux promoteurs immobiliers qui embauchent pour construire des maisons qui sont elles-mêmes ensuite achetées par les travailleurs grâce à un emprunt qu'ils contractent auprès de ces mêmes financiers. Un tel système est fondamentalement spéculatif et a vocation à produire le genre de bulles immobilières que nous avons déjà évoquées.

Mais les financiers ne sont pas les seuls à agir de la sorte. Les capitalistes du commerce achètent aux producteurs et se spécialisent dans la vente aux consommateurs. Les capitalistes marchands, comme les financiers et les rentiers, extraient un taux de retour sur leurs propres activités et peuvent en venir à exercer un pouvoir de classe spécifique indépendant qui a souvent joué un rôle important dans le processus de formation des crises. La pression mise sur les producteurs par des organisations de capitalistes marchands comme Walmart, Carrefour, et tout un ensemble d'enseignes de supermarché, avec d'autres organisations marchandes comme Benneton, Gap, ou Nike viennent jouer un rôle de premier plan dans la circulation du capital, à la fois dans le lissage d'obstacles potentiels mais aussi dans la création de concentrations dangereuses de pouvoir économique. Comme pour les propriétaires et les rentiers, l'intérêt propre de la classe des capitalistes marchands ne sont pas nécessairement en phase avec les intérêts de l'ensemble de la classe capitaliste. Lorsque l'on observe ce qu'il advient du prix du sucre, par exemple, entre les champs de cannes à sucre de la République Dominicaine et les supermarchés états-uniens, on s'aperçoit que les producteurs de base reçoivent moins de 5% du prix final de vente au détail. La majeure partie des profits est captée par les intermédiaires marchands.

La troisième question est moins facile à repérer malgré son importance croissante dans le fonctionnement de la circulation du capital. Quand le capital produisait principalement des biens durables, il faisait toujours

courir le risque de rassasier les marchés. J'utilise toujours la fourchette en argent fabriquée à Sheffield qui ornait déjà la table de ma grand-mère. La durée de vie des produits de consommation courante doit donc être raccourcie pour que le capital survive. C'est ici que dans une certaine mesure intervient la mode, l'obsolescence et la fragilité programmées des produits, l'innovation continue (de l'i-pod à l'i-pad), etc. Cette pression, ces dernières années, est à l'origine d'un déplacement de la production d'objets vers la production de spectacle, déplacement que Guy Debord avait su anticiper dès 1967 dans son livre *La société du spectacle*. On peut se contenter de regarder ce qui se passe avec la production des Jeux olympiques, non seulement au niveau des nouvelles infrastructures physiques mais aussi de la quantité d'emplois et des ressources nécessaires aux cérémonies d'ouverture (il suffit de repenser au spectacle offert à Barcelone et plus récemment à la saisissante cérémonie des jeux de Pékin). De plus en plus de capital est donc mis en circulation dans la production d'événements spectaculaires et éphémères qui à leur tour entraînent toutes sortes de conséquences tant pour le consumérisme que pour la vie urbaine même. Mais des productions de ce genre sont invariablement financées par de la dette et, comme le montre clairement l'histoire de Jeux Olympiques, trouver l'argent du remboursement de cette dette après coup s'avère souvent problématique. Ce n'est peut-être pas un hasard si la Grèce, qui accueillit les Jeux en 2004, est maintenant surexposée à la crise du fait de sa dette souveraine.

Avec des salaires disponibles en stagnation ou en chute après 1980, le déficit de la demande effective fut pour une large part comblé par le recours au système du crédit. Aux États-Unis en particulier, la dette des ménages a triplé entre 1980 et 2005 et une grande partie de cette dette s'est accumulée autour du marché de l'immobilier, surtout depuis 2001. Toutes sortes d'innovations financières, combinées à des politiques d'État qui souvent eurent pour effet de subventionner ou même de payer les individus et les entreprises pour qu'ils s'endettent, permettent de maintenir le taux de croissance. C'est la bulle fictive qui éclata en 2008. Mais là encore, observez bien la séquence. La répression sur les salaires engendre un déficit d'une demande effective alors relayée par un endettement croissant qui à son tour conduit à une crise financière elle-même résolue par les interventions de l'État qui à leur tour se traduisent en crise fiscale de l'État, crise que l'on règle au mieux, selon la sagesse économique dominante, en réduisant un peu plus le salaire social.

7) La circulation du capital comme tout.

Pris dans son ensemble, on aperçoit une série de points de blocage à la circulation du capital, chacun d'eux pouvant représenter une source potentielle de crise. Par conséquent, il n'y a pas de théorie unique de la formation des crises, contrairement à ce qu'un certain nombre de marxistes tendent à affirmer. Il ne sert à rien de chercher à tasser toute cette fluidité et cette complexité en une seule théorie unitaire de la baisse tendancielle du taux de profit, par exemple. Les taux de profit peuvent baisser du fait de l'incapacité à surmonter l'un ou l'autre de ces blocages. L'analyse des matérialistes historiques doit donc s'attaquer à la question de savoir où se trouvent ces points de blocage dans le moment qui est le nôtre. Mais les solutions à un endroit ont des conséquences pour ce qu'il se passe ailleurs. Le problème du travail (tant au niveau du marché qu'au niveau du lieu même de travail) qui était central à la fin des années 1960 dans les régions du centre, ne pouvait être surmonté sans la généralisation des lois coercitives de la concurrence à travers l'espace global. D'où une révolution dans l'architecture du système financier mondial qui augmenta les risques « d'exubérance irrationnelle » au sein de ce système de la finance. La répression des salaires qui s'ensuivit entraîna un déclin de la demande effective que seul pouvait pallier le recours au système du crédit (et ainsi de suite.)

La conclusion théorique fondamentale qu'il faut en tirer est la suivante : le capital ne résout jamais ses propres tendances à la crise ; il se contente de les déplacer. C'est ce que nous apprend l'analyse de Marx et c'est en cela que consiste l'histoire de la quarantaine d'années écoulées. Personne ne prétend aujourd'hui qu'un pouvoir excessif du monde du travail serait à l'origine du problème actuel, contrairement à ce qui pouvait être le cas dans les années 1970. En l'occurrence, le problème est que le capital en général, et le capital financier en particulier, est bien trop fort et que l'État n'est pas en mesure de s'interposer pour rééquilibrer les choses parce qu'il est captif, politiquement et économiquement, d'une classe de capitalistes financiers, de rentiers, d'intérêts productifs et commerciaux. Le déplacement dynamique d'une crise au sein du système financier centré sur les banques, vers une crise fiscale des États, entraîne une nouvelle offensive contre le travail, en particulier dans le secteur public, mais également contre le salaire social. Cependant, si le pouvoir d'achat et la confiance des consommateurs s'effondrent, où trouver le marché ? Toute la question reste alors de savoir si les résistances de masse se soulèveront pour contester l'austérité requise pour réduire les déficits publics.

Le développement géographique inégal de la crise

Nous savons que, pour le capital, la crise a débuté sur le marché immobilier en Californie du sud, Arizona, Nevada et Floride en 2007 (alors que de nombreux petits propriétaires et travailleurs avaient été touchés bien avant). Ce fut le principal épicode de la crise. Mais pourquoi là et pourquoi à ce moment-là ? La crise s'est alors rapidement étendue, via les firmes de prêts hypothécaires (comme Countrywide aux États-Unis), aux grandes institutions financières (comme Bear Stearns) qui détenaient encore un nombre important de ce qui devint des crédits immobiliers titrisés « toxiques ». Elle se propagea ensuite à d'autres institutions, qui avaient émis la dette (comme Fannie Mae and Freddie Mac), investissaient sur elle (quiconque plaçant des fonds dans des obligations d'emprunt collatérales) ou l'assuraient (comme AIG). L'effondrement parallèle de Northern Rock en Grande-Bretagne indiquait que des menaces se faisaient jour sur les marchés immobiliers d'autres pays (comme cela fut révélé plus tard en Espagne et en Irlande en particulier). Les institutions financières situées à New York et à Londres devinrent alors l'épicentre de la crise. Il revint principalement aux gouvernements américains et britanniques et à la Réserve fédérale américaine et la Banque d'Angleterre de stabiliser la situation.

Le crash de Lehman Brothers en septembre 2008 rendit la contagion mondiale (s'agissait-il là d'un mouvement délibéré pour transformer une crise locale en crise mondiale, d'une soumission à la pression populiste exigeant que les pêcheurs de Wall Street soient punis ou simplement d'une énorme erreur ?) Étant donné l'interdépendance des réseaux financiers mondiaux, il était probablement inévitable que la crise devienne mondiale de toute façon. Dans d'autres pays (par exemple en Allemagne et en France), des banques, mais aussi des gouvernements, nationaux ou locaux, et des fonds de pension, de la Norvège à la Floride avaient investi dans des dettes toxiques. Tous ressentirent les effets du crash. Quel que soit l'endroit où ils se trouvaient, les détenteurs de dettes toxiques se retrouvèrent en difficulté. En revanche, parce que très peu exposées, des institutions financières canadiennes et asiatiques ne furent pas touchées.

Mais après Lehman Brothers, le système mondial de crédit dans son ensemble (dans lequel les prêts interbancaires sont cruciaux) fut paralysé, ce qui provoqua le premier blocage dans la continuité de la circulation du capital. Des entreprises en parfaite santé se sont soudain retrouvées en difficulté parce qu'elles ne pouvaient gérer leur dette. De nombreuses compagnies se sauvèrent elles-mêmes en licenciant les travailleurs à la pelle et en intensifiant la répression salariale. La consommation alimentée par le crédit ainsi que la demande réelle chuta, la confiance des consommateurs s'effondra et le chômage explosa mais à des niveaux radicalement différents à la fois à l'intérieur d'un même pays et d'un pays à l'autre : comparez, par exemple, pour 2009, le Minnesota et l'Ohio aux États-Unis ou l'Espagne (20 %) et les Pays-Bas (6 %). Les principales économies d'exportation furent ensuite touchées alors que le commerce mondial diminua de quelque 20 % au début de 2009, déclenchant des difficultés énormes pour les compagnies et une augmentation importante du chômage en Asie orientale aussi bien qu'en Allemagne, au Brésil et ailleurs. De même, face à la chute de la croissance, le prix des matières premières (le pétrole par exemple), qui avait précédemment connu une hausse d'ordre largement spéculatif, s'effondra. Les producteurs de matières premières étaient en difficulté. L'économie mondiale était clairement conduite vers une dépression énorme, à moins que le gouvernement n'agisse.

Ce qui s'ensuivit alors a très clairement dépendu des impératifs, de l'habileté et de la volonté des différents gouvernements à utiliser leurs pouvoirs (individuellement ou collectivement) pour faire face à la crise. Étant donné la menace d'une dépression aussi importante que celle des années 1930, des voix se sont d'abord élevées demandant de revenir à des solutions de type keynésiennes. La réponse immédiate après la débâcle de Lehman Brothers a été de sauver, stabiliser puis réformer l'architecture financière (à la fois au niveau local et au niveau mondial) et de tenter une relance de la demande réelle, qui s'était effondrée, financée par le crédit. Toutefois, les États-Unis ne pouvaient agir seul et le G8 fut remplacé par le G20, coalition d'États dominants qui représentent l'essentiel de l'activité économique mondiale de marché. Mais la recherche d'une sortie systémique de la crise fut entravée par un nombre de difficultés impressionnant dont, principalement, l'existence d'idéologies politiques, de besoins et de configurations de rapports de classe et d'intérêts spécifiques très différents au sein des États du G20.

Les États-Unis, par exemple, étaient déjà largement endettés vis-à-vis du reste du monde. La question se posait de savoir si le refuge des avoirs en dollars allait maintenir les entrées en dollar pour soutenir le crédit et maintenir les taux d'intérêts à long terme. Le fait que les taux d'intérêts à long terme aient décliné depuis 2008 suggère qu'il n'y a pas de problème. Mais dans la première moitié de 2010, les gouvernements étrangers étaient des vendeurs nets de titres américains. Il fallut une hausse des taux de l'épargne aux États-Unis, une

perte de confiance dans la bourse et la fuite de l'épargne interne vers les trésoreries américaines pour que les taux d'intérêts restent bas. Il était difficile pour les États-Unis de tenter une politique de relance de grande ampleur (disons 2 milliards de milliards au lieu de 800 milliards de dollars) qui puisse fonctionner de manière interne. Ne parlons pas d'embarquer le reste du monde vers un retour à une croissance combinée (comme ils l'avaient fait après 1945). Aux États-Unis, il y avait aussi les objections politiques d'un parti républicain qui se pliait aux hystériques peurs populistes d'une intervention excessive du gouvernement et concevait tout financement supplémentaire des déficits comme un moyen d'empêcher toute reprise qui puisse donner un avantage électoral à Obama et au Parti démocrate. Quelle que soit l'impulsion qui pouvait être envisagée, les efforts allèrent, pour des raisons idéologiques, dans le sens de baisses d'impôts pour une classe qui risquait ne pas dépenser et non pour des groupes de la population dans le besoin qui le feraient. Finalement, le financement d'infrastructures sociales et matérielles qui augmentent la productivité et améliorent l'efficacité à l'intérieur de l'espace national est la meilleure façon de stimuler l'économie. Mais les États-Unis n'envisageaient aucun projet de ce type. Le refus initial des Républicains de soutenir des aides aux finances de l'État (au niveau fédéral et local) marque une détermination à détruire plutôt qu'à développer les services sociaux (détermination partiellement contrebalancée par des financements à court terme en direction de l'éducation puis par un soutien financier tardif et faible aux gouvernements, au niveau fédéral et local). Et encore, les infrastructures physiques devaient être prêtes à bâtir, ce qui signifie qu'il s'agissait pour la plupart d'une poursuite d'investissements dans le développement urbain et suburbain qui avait précisément conduit à la crise et non une tentative d'impulser, à l'échelle du pays, une politique de développement urbain innovante et qui puisse contribuer à une sortie de crise dans le long terme (par exemple en économisant l'énergie plutôt qu'en en augmentant la demande). La seule innovation consista en un faible soutien aux énergies alternatives. Finalement, de nombreux aspects d'un programme complètement keynésien n'ont pas été retenus. Le principal étant l'octroi de droits au monde du travail, envisagé comme un moyen d'inverser le mouvement chronique d'augmentation des inégalités de revenus. Dans les années 1930, réduire les inégalités sociales énormes apparues dans les années 1920 a été considéré comme une façon de stimuler la demande effective. Les politiques néolibérales dans années 1980-1990 ont généré des inégalités de richesse et de revenu que l'on n'avait pas vu depuis les années 1920 et une inversion de cette tendance était nécessaire. Mais personne ne pouvait aborder le problème du déséquilibre de pouvoir entre le capital et les travailleurs de peur d'être traité de « socialiste » ou de « communiste » par un puissant dispositif de propagande droitière. Les forces de la classe dominante (le « Parti de Wall Street »), qui ont une influence importante à l'intérieur des deux partis politiques, ont refusé net un rééquilibrage, mené par l'État, des pouvoirs relatifs du capital et des travailleurs. Le déséquilibre de pouvoir qui est à la source de la crise devait demeurer intact.

Après une première phase de reprise durant laquelle chacun scrutait l'arrivée des « premières pousses » sur tout l'horizon économique, l'économie états-unienne retomba dans la croissance ralentie et à des hauts niveaux de chômage au cours du printemps 2010, sans perspective réelle de reprise significative. Il y eut une reprise des profits des entreprises et boursiers mais dans des conditions de chiffres d'affaires à la baisse et de réductions sauvages des coûts, en particulier sur le terrain des salaires. Cette reprise des profits s'accompagna d'un chômage croissant plutôt que d'un ralentissement des baisses de salaires avec leurs effets négatifs sur la confiance des consommateurs et sur la demande intérieure effective (les concessions salariales imposées aux ouvriers de l'automobile dans le cadre du plan de soutien à General Motors en fournissent un exemple type). Telle n'était pas la voie devant conduire à une croissance soutenable. À imaginer qu'elle indique une quelconque direction, cette voie nous dirige plutôt vers la déflation. Une véritable reprise devra venir d'ailleurs.

Dotée de surplus gigantesques et d'un système bancaire en bon ordre et aisément manipulable par son gouvernement central, la Chine avait les moyens d'une intervention de type plus nettement keynésienne. L'effondrement des industries d'exportation et les menaces de chômage de masse et d'agitation au début 2009 forcèrent la main au gouvernement. Le plan de relance mis en place était en deux volets. Près de 600 milliards de dollars furent principalement investis dans des projets d'infrastructures (construction d'autoroutes dont l'échelle rend dérisoire celle du réseau inter-états des années 1960 aux États-Unis, nouveaux aéroports, grands projets de gestion de l'eau, lignes de trains à grande vitesse et même, de nouvelles villes entières.) Deuxièmement, le gouvernement contraignit les banques à faciliter le crédit pour les programmes privés ou à l'initiative de gouvernements locaux.

La grande question est de savoir si ces investissements permettront d'accroître la productivité nationale. Étant donné que l'intégration spatiale de l'économie chinoise est loin d'être achevée, il y a des raisons de penser qu'ils auront cet effet. Mais la question reste ouverte quant à savoir si les dettes pourront être

remboursées ou si la Chine est appelée à être l'épicentre d'une nouvelle crise capitaliste globale. Parmi les effets négatifs, il y a le regain de spéculation sur les marchés immobiliers avec un doublement des prix des biens à Shanghai en 2009. On détecte d'autres signes inquiétants de surcapacité dans le secteur de l'industrie manufacturière, des infrastructures, et la rumeur veut que nombre de banques seraient en situation de surextension. Se profilent divers signes de l'apparition d'un système bancaire « gris » répétant certaines des erreurs commises aux États-Unis à partir des années 1990. Mais les Chinois ont déjà eu l'occasion de gérer des crédits improductifs allant jusqu'à 40 % des actifs à la fin des années 1990. Ils eurent alors recours à leurs réserves de devises étrangères pour effacer ces crédits improductifs. À la différence du plan Paulson (TARP, Troubled Asset Relief Program) aux États-Unis, adopté par un Congrès hostile et à l'origine d'une amertume assez générale dans la population, les Chinois peuvent prendre des mesures immédiates de recapitalisation de leur système bancaire. Reste à savoir s'ils peuvent stopper et contrôler les pratiques bancaires illégales.

Les Chinois adoptèrent finalement d'autres aspects du programme keynésien : la stimulation du marché intérieur par le renforcement des droits du monde du travail et en s'attaquant à l'inégalité sociale. Le gouvernement central sembla tout à coup disposé à tolérer les – ou incapable de résister aux grèves spontanées (qui n'étaient pas organisées par les syndicats officiels sous le contrôle du parti communiste) chez des producteurs majeurs comme Toyota, Honda et FoxConn pendant l'été 2010. Ces grèves réussirent à obtenir d'importantes augmentations de salaire (de l'ordre de 20 à 30 %). La politique de compression des salaires fut inversée. Le gouvernement augmenta ses investissements dans la santé et les services sociaux et accéléra le développement des technologies environnementales au point de faire de la Chine un leader mondial en la matière. La crainte de se voir traité de socialiste ou de communiste qui hante l'action politique aux États-Unis, paraît, à l'évidence, risible aux chinois. Il y a cependant de dangereux signes d'inflation et de fortes pressions (intérieures et extérieures) pour que soit réévaluée la monnaie chinoise (*renminbi*). Le système bancaire n'est peut-être pas aussi sain qu'il n'y paraît. Tandis que les salaires montent, le capital se relocalise vers les régions à bas salaires d'Asie du Sud-Est (Bangladesh, Cambodge entre autres).

La Chine est sortie de la crise plus vite et mieux que tout le monde avec des taux de croissance renouant rapidement avec des niveaux de 8 à 10 %. L'accroissement de la demande intérieure effective n'a pas fonctionné en Chine seulement ; elle a entraîné d'autres économies derrière elle, en particulier celles des producteurs de matières premières. Ce fut typiquement le cas de l'Australie par exemple. General Motors fabrique plus de voitures et fait plus de profits en Chine que partout ailleurs. La Chine est à l'origine d'une reprise partielle du commerce international et d'une demande pour ses propres biens d'exportation (les échanges commerciaux avec l'Amérique Latine ont été multipliés par dix depuis 2000, par exemple). Les économies tournées vers l'exportation en général, particulièrement dans une bonne partie de l'Est et du Sud-Est asiatique mais aussi de l'Amérique latine ont redémarré plus vite que les autres. Les investissements chinois dans la dette états-unienne ont permis d'y soutenir la demande effective de produits à bas coûts mais il semble qu'elle soit en train de diversifier ses participations. Il en résulte une modification du rapport de forces économique et un déplacement hégémonique dans l'économie mondiale.

La reprise des économies tournées vers l'exportation s'est étendue à l'Allemagne. Mais voilà qui nous amène au problème des réactions contrariées à la crise à travers l'union européenne. Après une première secousse de politique de relance, l'Allemagne a pris les devants, entraînant une France plus rétive derrière elle, pour orienter la zone euro vers une politique de réduction des déficits à coups de réductions des dépenses publiques. Ce programme est maintenant repris en Grande-Bretagne par la nouvelle coalition conduite par les Conservateurs. Ceux que l'on appelle aujourd'hui les PIGS (Portugal, Italie, Grèce et Espagne) se trouvent dans de sérieuses difficultés financières, dues pour une part à leurs propres défaillances de gestion, mais plus significativement encore, ou fait que leur économie était particulièrement exposée à l'effondrement du crédit et à la chute brutale du marché de l'immobilier et du tourisme. Dépourvus d'une base industrielle comparable à celle de pays tels que l'Allemagne, ils ne furent pas en mesure de réagir à la crise fiscale qui les menaçait.

La grande question était donc la suivante : la crise financière a-t-elle été stabilisée au prix d'une crise fiscale des États capitalistes (parmi lesquels la Californie apparaît de plus en plus comme l'un des pires exemples d'État raté au monde) ? La rumeur s'est répandue quant à la situation des finances britanniques, et le fait que divers autres États faibles tels que la Lettonie et la Hongrie étaient déjà au tapis laissait entrevoir de sérieux problèmes sous-jacents dans les finances d'États pouvant même, à un certain stade, poser la question de la soutenabilité du déficit des États-Unis. C'est dans ce climat qu'une grande partie du monde capitaliste se mit à privilégier les questions de réduction des déficits plutôt que le financement de la stimulation par le déficit, de type keynésien. Une fois la crise financière dans le secteur bancaire rhabillée en crise

fiscale de l'État, l'occasion politique était enfin toute trouvée de pratiquer de nouvelles coupes sauvages dans ce qu'il restait de l'État social. Les banques étant sauvées, c'était le moment rêvé (selon une méthode néolibérale rôdée) de faire payer la note aux populations à coups de mesures draconiennes d'austérité, contre toute mesure de relance.

En bien des endroits, les lignes de fractures politiques en revinrent à des formes plus classiques de luttes de classes, les syndicats (en particulier dans le secteur public) et les populations touchées (étudiants, retraités) luttèrent contre les plans d'austérité de la Californie à la Grèce. Pourquoi les gens devraient-ils payer pour les erreurs et la corruption d'une classe capitaliste qui, elle, continue d'accroître tant sa richesse que son pouvoir ?

Mais les variations tant en termes d'impacts que de réactions ont été, et restent, très variées. Le Liban était si occupé à sa propre reconstruction après les bombardements israéliens de 2006 qu'on y remarqua à peine l'arrivée de la crise financière mondiale (bien qu'il fit l'expérience de quantité de crises politiques). Le Brésil fut rapidement remis d'aplomb en partie grâce au commerce chinois mais aussi suite à la montée de la demande intérieure due aux politiques de redistribution de Lula en faveur des pauvres (*bolsa familia*). L'Inde resta relativement à l'écart de la crise dès lors que sa principale exportation de services fut moins affectée et que son système financier était relativement solide. Certains États indiens, comme le Kerala, eurent à faire face à des défauts de paiement des États du Golfe mais ailleurs, une dynamique de croissance réelle, bien que fragile, dans le domaine de la construction notamment, furent à la base de taux de croissance élevés. Le nombre des Indiens milliardaires doubla sur la seule année 2009. Haïti, de son côté, a souffert d'un sérieux défaut de paiement de la part des États-Unis puis s'effondra totalement suite au tremblement de terre et à ses conséquences effroyables.

Le déplacement de la crise à travers le monde, variant en forme et en intensité, créa une dynamique d'effets géographiques en cascade au point qu'il devint quasiment impossible de prédire quoi que ce soit. Depuis un épicycle situé dans le sud-ouest des États-Unis et en Floride jusqu'à l'effondrement de Dubaï et à la crise de la dette souveraine grecque, personne n'était en mesure de prédire ou d'anticiper le lieu où l'onde de choc suivante allait frapper, sa violence, ou ce en quoi allaient consister les réactions politiques. De la même manière, la reprise rapide de la Chine, de l'Inde et du Brésil a été surprenante. La géographie de tout ceci peut, avec beaucoup de travail, être reconstituée sans toutefois pouvoir être aisément prédite. Cela dit, les points faibles au sein du système global sont identifiés. Un effondrement du marché de l'immobilier et une montée de l'inflation en Chine, une chute des prix du pétrole qui frapperait très durement la Russie et avec elle, le Venezuela et les États du Golfe, une montée de la contestation politique de la Grèce à l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et la Californie, ou simplement une soudaine aggravation du moral des consommateurs aux États-Unis ou de la confiance des investisseurs étrangers dans la viabilité de la dette états-unienne, déclencherait probablement soit, la dégringolade de l'ensemble du système, soit, son basculement vers une configuration nouvelle du pouvoir global dans laquelle une moitié du monde (de manière quasi certaine, l'Asie) croîtra rapidement aux dépens de l'autre moitié.

L'alternative à gauche

Nombreux sont ceux qui ont rêvé qu'une alternative à la (ir)rationalité capitaliste puisse être trouvée rationnellement avec la mobilisation des passions humaines dans une recherche collective d'une vie meilleure pour tous. Ces alternatives, connues historiquement sous le nom de socialisme ou de communisme, ont été essayées à divers moments et en divers lieux. Dans des temps antérieurs, comme dans les années trente, la vision de l'un ou de l'autre représentait un horizon d'espérance. Les pratiques issues de cette source apportèrent sans doute des améliorations dans la vie d'un grand nombre de gens et sauvèrent le capitalisme de son autodestruction après 1945. Mais plus récemment, ces alternatives ont perdu leur éclat, en partie du fait de l'échec des expériences historiques du communisme qui n'ont pas su tenir leurs promesses. La protestation politique contre les conditions dues à la crise a été parcellaire mais dans certains cas, véhémentes (tant à gauche qu'à droite) en réaction au crash de 2008.

Il est vraisemblable que 2009 marque le début d'un long réveil dans lequel la question des alternatives au capitalisme, radicales et de grande ampleur, refera progressivement surface à un endroit ou un autre de la planète. Plus l'incertitude et la misère se prolongent, plus la légitimité des formes existantes de l'activité économique sera remise en cause et plus se renforcera l'exigence de construction de quelque chose d'autre.

La principale question à traiter est assez claire. La croissance cumulée n'est pas possible indéfiniment : l'accumulation du capital ne peut plus être la force centrale de propulsion de l'évolution sociale. Les problèmes

qui assaillent le monde depuis trente ans signalent l'approche d'une limite qui ne peut être dépassée. Il faut ajouter à cela le fait qu'un grand nombre de gens dans le monde vivent dans des conditions de pauvreté abjecte, que les dommages environnementaux s'aggravent dans une dérive incontrôlée, que partout la dignité humaine est piétinée tandis que les riches empilent de plus en plus de richesses au détriment de tout le monde. Pendant ce temps, un peu partout, les leviers du pouvoir politique, institutionnel, judiciaire, militaire et médiatique sont soumis à un contrôle politique étroit. Tout ceci sert la perpétuation du statu quo politique et désarme l'opposition alors même que l'économie et les conditions de vie se détériorent. L'évocation de la « liberté » n'est plus qu'une manière parmi d'autres de justifier la répression.

Une orientation politique révolutionnaire qui ne craint pas de s'attaquer à l'accumulation du capital et de mettre un terme au pouvoir de classe qui lui sert de moteur, doit disposer d'une théorie adéquate du changement social. Chez Marx, la manière dont le capitalisme s'affranchit du féodalisme comporte déjà ce que j'appellerai une théorie « co-révolutionnaire ». Le changement social s'accomplit, selon Marx, dans un déploiement dialectique de rapports entre sept moments internes au corps politique social :

- Les formes technologiques et organisationnelles de production, d'échange et de consommation
- Les rapports à la nature
- Les rapports sociaux entre les gens
- Les conceptions mentales du monde, regroupant des savoirs, des grilles d'interprétations culturelles et des croyances
- Des procès de travail et de production de biens spécifiques, de géographies, de services ou d'affects
- Des agencements institutionnels, légaux et gouvernementaux
- La conduite de la vie quotidienne et les activités de reproduction sociale

Chacun de ces moments a sa dynamique interne et est porteur de tensions et de contradictions internes (il suffit de penser aux conceptions mentales du monde) mais tous sont co-dépendants et co-évoluent en interaction les uns avec les autres au sein d'une totalité comprise comme « ensemble » gramscien ou lefébvrien, ou comme « agencement » deleuzien.

La transition vers le capitalisme impliqua le mouvement de soutien mutuel entre l'ensemble de ces sept moments au sein d'une totalité. De nouvelles technologies ne pouvaient être identifiées et mises en œuvre sans une nouvelle conception mentale du monde (comprenant celle du rapport à la nature, de nouveaux procès de travail et des rapports sociaux).

Les théoriciens du social ont l'habitude de ne prendre qu'un seul de ces moments pour y voir la clé ultime de tout changement. Il y a les représentants du déterminisme technologique (Tom Friedman), les déterministes environnementaux (Jared Diamond), les déterministes de la vie quotidienne (Paul Hawken), les déterministes du procès de travail (les *autonomistas*), les déterministes de la lutte de classes (la plupart des partis politiques marxistes), les institutionnalistes, et ainsi de suite. Dans la perspective de Marx, tous se trompent. Ce qui compte, c'est le mouvement dialectique à travers l'ensemble de tous ces moments, malgré le développement inégal inscrit dans ce mouvement même.

Lorsque le capitalisme traverse l'une de ses phases de renouvellement, il co-engage donc tous ces moments, ce qui, bien entendu, ne va pas sans tensions, luttes, combats et contradictions. Mais, que l'on observe la configuration de ces moments vers 1970, avant le déferlement néolibéral et que l'on observe ce à quoi ils ressemblent à présent ; on verra qu'ils ont tous changé dans leur relation aux autres et à ce titre, ont changé les mécanismes du capitalisme comme un tout.

Cette théorie nous dit qu'un mouvement politique anticapitaliste peut commencer n'importe où (dans le procès de travail, dans les conceptions mentales, dans le rapport à la nature, dans les rapports de classes ou autres rapports sociaux, dans l'élaboration de technologies et de formes organisationnelles révolutionnaires, à partir de la vie quotidienne ou dans des tentatives de reformer des structures institutionnelles et administratives incluant la reconfiguration des pouvoirs d'État). Le tout est de s'assurer que le mouvement politique circule d'un moment à l'autre dans une dynamique de renforcement mutuel. C'est ainsi que le capitalisme est sorti du féodalisme et c'est de cette manière que quelque chose de radicalement différent peut naître du capitalisme. Les tentatives antérieures de créer une alternative communiste ou socialiste furent incapables de maintenir en mouvement cette dialectique entre les divers moments et d'englober les dimensions d'imprévisibilité et d'incertitude propres à ce mouvement dialectique entre ces moments.

Le problème pour une gauche anticapitaliste est de construire des formes organisationnelles et de déchaîner une dynamique co-révolutionnaire à même de remplacer le système actuel d'accumulation du capital par d'autres formes de coordination sociale, d'échange et de contrôle en capacité de concrétiser un style et un niveau de vie suffisant pour les 6,8 milliards d'individus vivant aujourd'hui sur cette planète. Ce n'est pas

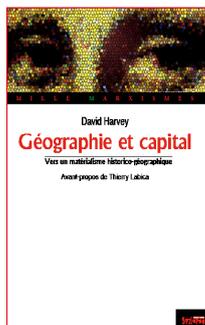
une tâche facile et je ne prétends pas avoir de réponses immédiates (tout en ayant quelques idées quand même) quant à la manière d'y parvenir. Dans tous les cas, je pense qu'il est impératif que les formes organisationnelles et les stratégies politiques correspondent aux diagnostics et aux descriptions du fonctionnement réel du capitalisme contemporain. Malheureusement, la crispation de bien des mouvements sur ce qu'il faut bien appeler un « fétichisme de la forme organisationnelle » fait obstacle à tout mouvement révolutionnaire large, en mesure de s'attaquer au problème. Les anarchistes, les autonomistes, les environmentalistes, les groupes d'économie solidaire, les partis de gauche révolutionnaire traditionnels, les ONG réformistes et les sociaux-démocrates, les syndicats, les institutionnalistes, les mouvements sociaux de toutes natures, tous ont leurs règles d'organisation propres et exclusives, elles-mêmes souvent tirées de principes abstraits et parfois de considérations étroitement restrictives quant à savoir qui pourrait être le principal agent du déclenchement de la révolution sociale. Nous nous trouvons confrontés à de sérieux obstacles à la création d'une organisation largement inclusive à gauche pouvant intégrer les différences tout en se confrontant aux problèmes globaux aujourd'hui devant nous. Certains groupes, par exemple, refusent toute forme d'organisation qui serait teintée de hiérarchie. Mais l'étude sur les pratiques de propriété commune menée par Elinor Ostrom montre que la seule forme de gestion démocratique qui fonctionne lorsque des populations de plus de quelques centaines de personnes sont en jeu, est une hiérarchie imbriquée de prise de décision. Les groupes qui rejettent par avance toute forme de hiérarchie abandonnent, de fait, toute perspective de réponse démocratique non seulement au problème de communs globaux mais aussi au problème de l'accumulation continue du capital. Le lien étroit entre diagnostic et action politique ne peut pas être ignoré. C'est un bon moment, par conséquent, pour tous les mouvements, de prendre un peu de recul et de se demander de quelle manière leurs méthodes favorites et leur forme organisationnelle rejoignent les tâches révolutionnaires qui s'imposent dans la conjoncture actuelle du développement capitaliste.

Traduit de l'anglais par Marc Chémali, Véronique Rauline et Thierry Labica

MILLE MARXISMES

Collection co-fondée par Daniel Bensaid et animée par Antoine Artous et Eustache Kouvéalakis

«Mille marxismes» est un espace ouvert aux composantes, irréductiblement plurielles, qui constituent la «constellation Marx» de notre présent. Aux antipodes aussi bien des orthodoxies de naguère que des «pensées molles» actuellement en vogue, elle se propose de publier des travaux qui illustrent l'exigence théorique et la vitalité de la recherche qui se mène aujourd'hui en s'inspirant de Marx. À vocation pluridisciplinaire, elle se veut espace de rencontre entre auteurs de générations et de pays différents, contribution à l'indispensable réflexion qui anime ceux qui veulent changer le monde.



GÉOGRAPHIE DU CAPITAL
David Harvey
Avant-propos de Thierry Labica

Une théorie de l'espace considérée comme enjeu des luttes politiques et de la reproduction des rapports de production capitalistes.

Parution : octobre 2010
Pages : 280
Format : 15 x 21,5
Prix : 22,00 €
ISBN : 978-2-84950-279-2



L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU RENTIER
Critique de l'économie marginaliste
Nicolas Boukharine
Avant-propos de Michel Husson
Préface de Pierre Naville

Une critique des fondements de la théorie économique libérale.

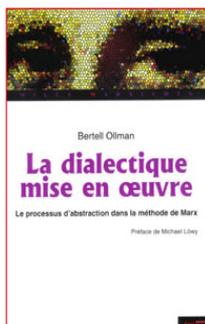
Parution : avril 2010
Pages : 216
Format : 15 x 21,5
Prix : 18,00 €
ISBN : 978-2-84950-260-0



GRAMSCI: DU LIBÉRALISME AU COMMUNISME CRITIQUE
Domenico Losurdo

Un cheminement dans la richesse des articulations de la pensée du révolutionnaire sarde.

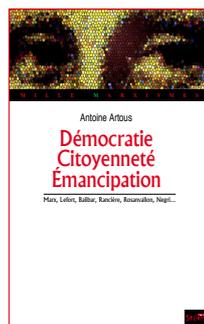
Parution : novembre 2006
Pages : 238 pages
Format : 15 x 21,5
Prix : 22,00 €
ISBN : 2-84950-064-X



LA DIALECTIQUE MISE EN ŒUVRE
Le processus d'abstraction dans la méthode de Marx
Bertell Ollman
Préface de Michael Löwy

Réduite à un jeu formel, la dialectique est pourtant au cœur de la pensée de Marx.

Parution : septembre 2005
Pages : 140 pages
Format : 150 x 215
Prix : 16,00 €
ISBN : 2-84950-068-2



CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE, ÉMANCIPATION
Antoine Artous

Il faut inventer de nouveaux territoires politiques pour mettre en avant un universalisme démocratique.

Parution : mars 2010
Pages : 160 pages
Format : 15 x 21,5
Prix : 17,00 €
ISBN : 978-2-84950-250-1



ESSAIS SUR LA THÉORIE DE LA VALEUR DE MARX
Isak I. Roubine
Préface d'Antoine Artous

La marchandise n'est pas la forme naturelle du travail, mais une forme sociale générée par la production capitaliste.

Parution : mars 2009
Pages : 341 pages
Format : 15 x 21,5
Prix : 24,00 €
ISBN : 978-2-84-950-21-81

Diffusion
SOFÉDIS
Distribution
SODIS